

La voix de l'Opposition de gauche

"L'Etat fera son devoir, il (vous) accompagnera"... à Pôle emploi !

07.01.2013

En visite en Haute-Normandie, le chef de l'Etat a reçu une délégation de l'intersyndicale de la raffinerie Petroplus, en liquidation judiciaire depuis la mi-octobre et dont le sort pourrait être scellé début février par le tribunal de commerce de Rouen.

"C'est difficile de trouver un repreneur, nous devons tout faire pour aller le chercher (...) L'Etat fera son devoir mais l'Etat ne peut pas être le repreneur et ça, les salariés le savent parfaitement", a-t-il dit.

"L'Etat fera son devoir, il accompagnera", a ajouté François Hollande.

Le porte-parole de l'intersyndicale, de Petroplus, Yvon Scornet, a déclaré après la réunion que si François Hollande s'était engagé à *"tout faire pour faire avancer le dossier"*, il n'avait pour autant donné aucune garantie.

"Ça fait plus d'un an qu'on se bat pour nos emplois, pas pour avoir de meilleures conditions de licenciement", a-t-il rappelé. Reuters 05.01

Ce cas de figure pose plusieurs questions dont les réponses sont valables pour l'ensemble des entreprises, de la production, des emplois.

Si une entreprise produit des marchandises qui correspondent à un besoin dans des conditions optimum (installation, machines, sécurité, environnement, etc.) , elle doit continuer de fonctionner, dans le cas contraire elle doit fermer, à moins qu'elle puisse être réformée pour produire d'autres marchandises.

Nous avons répondu à la question de la pérennité ou non de cette entreprise sur la base de critères non marchands, qui sortent du cadre du capitalisme puisque nous avons rejeté les critères de la compétitivité, de la productivité, du profit qui le définissent, pour ne retenir que la production de marchandises correspondant à des besoins réels de la population dans des conditions conformes aux meilleures conditions de travail possibles et le respect de l'environnement, tout en faisant appel aux technologies les plus modernes pour produire des marchandises de meilleure qualité, d'une durée de vie plus longue afin de réaliser à terme des économies en matières premières et en temps de travail.

La question suivante est de savoir qui peut assumer ces critères qui correspondent aux besoins de la population. Les capitalistes, le marché ? Certainement pas, pour eux, seul le profit compte. L'Etat tel qu'il existe aujourd'hui ? Impossible puisqu'il est lui-même subordonné au marché. Qui alors, sinon un Etat ouvrier ou une République sociale qui reposerait justement sur les besoins de la population et leur satisfaction.

Cela nécessite d'en finir avec l'Etat tel qu'il existe et de rompre avec le capitalisme, que l'Etat soit au service des travailleurs, que les travailleurs soient l'Etat, donc qu'ils se dotent d'organismes ou d'institutions qui soient des organes de pouvoir et qu'ils en conservent le contrôle, ces organismes étant les piliers du nouvel Etat social.

Dans le cadre du régime capitaliste tel qu'il existe aujourd'hui avec son Etat, le sort de chaque entreprise, de chaque travailleur est voué au meilleur ou au pire, il est individualisé, pire puisqu'ils sont placés en permanence en concurrence les uns avec les autres, il n'existe aucune solidarité entre eux, l'intérêt général dont on nous rebat les oreilles n'existe pas en réalité, il coïncide uniquement avec la pérennité du régime capitaliste et ses institutions qui finalement est la seule préoccupation de l'Etat et ses représentants. Des usines ou des entreprises encore en parfait état peuvent être vouées à la casse, des millions de travailleurs peuvent être jetés à la rue, l'Etat s'en accommode puisque ses intérêts sont dictés par la marche en avant du capitalisme, vers l'abîme.

Dans le cadre d'un régime socialiste, le sort de chaque entreprise et de chaque travailleur serait pris en compte de telle sorte que pas un travailleur ne se retrouve sans emploi, c'est la première chose, la notion même de chômage aurait disparu du vocabulaire, l'Etat garantirait à chaque citoyen de quoi vivre décemment sans vivre dans l'angoisse du lendemain, quant au sort de chaque entreprise il serait étudié en fonction de l'ensemble des entreprises similaires existantes dans le pays et ailleurs, et au-delà au sein de l'ensemble des entreprises ou des différents secteurs économiques du pays.

En régime capitaliste, les patrons et actionnaires détiennent le pouvoir et peuvent se permettre de décider de fermer une usine du jour au lendemain et de jeter à la rue des milliers d'ouvriers, ils ont un droit de vie ou de mort sur l'outil de production et les travailleurs.

En régime socialiste, c'est l'Etat qui détient ce pouvoir au nom de l'ensemble des producteurs, des travailleurs, de l'immense masse de la population dont il incarne les intérêts. Il n'est plus laissé à la discrétion d'un seul homme ou d'un conseil d'administration de décider du sort d'une usine et de milliers d'emplois, qui plus est, quel que soit le sort réservé à une entreprise cela ne change absolument rien pour les travailleurs qui conservent l'intégralité de leurs salaires, etc. C'est le bien commun, collectif qui prime et non le profit.

L'exercice succinct auquel je viens de me livrer et à la portée de tous, a consisté à présenter le socialisme, le véritable socialisme. Le capitalisme est purement mercantile, le socialisme l'idéal humaniste le plus élevé.

Question : pourquoi aucun parti ouvrier ne reprend-il ce discours à son compte ? Craindraient-il le socialisme? Y seraient-il devenus étrangers à ce point-là ?